



## Assemblée nationale

## Le budget exercice 2024 de l'Institution voté

L'Assemblée nationale a besoin de dotation financière, comme toute autre institution de l'État, pour exercer efficacement sa triptyque mission constitutionnelle de représentation, de vote et de contrôle de l'action du gouvernement. C'est dans ce contexte que la troisième séance plénière de la deuxième session ...



PAGE 3

## POLITIQUE



## Découpage électoral

### Jean-Pierre Fabre ignore-t-il les autres critères ?

Le débat sur le découpage électoral est vieux au Togo. L'opposition, surtout celle incarnée par Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le ramène toujours à la veille des élections législatives et municipales. Le Togo aura plusieurs élections d'ici 2025 : les législatives, les locales ; et les municipales ...

PAGE 3

## PRODUITS FNFI



## Echos des bénéficiaires

### Koutoati Essi : le pouvoir de l'inclusion financière dans la préfecture des Lacs au Togo

Au cœur de la préfecture des Lacs au Togo, dans le paisible village d'Alogavi, réside ...

PAGE 2



## « Procès Madjoulba »

# Épilogue d'un processus long et minutieux

Le procès était très attendu, surtout son issue, avec une impatience brûlante au sein de l'opinion publique togolaise et internationale. Le verdict prononcé le 7 novembre 2023 restera dans les archives judiciaires du Togo comme le premier d'une juridiction militaire... Cinq militaires dont un général ont été ...

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

### Le câble internet Equiano de Google est opérationnel au Togo

L'information a été donnée en début de semaine par le top management de Csquared Woezon, une joint-venture formée par la société Csquared et le gouvernement togolais, chargée de la gestion de ce câble et de la mise en vente au Togo de la capacité internet qui en émane.

Le Togo était, en effet, le premier pays d'Afrique à se connecter à ce câble sous-marin de dernière génération, qui devrait offrir environ 20 fois plus de capacité de réseau par rapport aux structures précédentes. Cela lui aurait d'ailleurs permis de mitiger l'impact de la rupture du câble WACS (le premier câble sous-marin ouest-africain) en août dernier, perturbant la connectivité internet dans plusieurs pays dans le Golfe de Guinée.

Au Togo, Equiano avait été réceptionné en mars 2022 par le chef d'État togolais, Faure Gnassingbé, et la ministre chargée de l'économie numérique, Cina Lawson.

L'équipement visait à vendre la capacité, non seulement à TogoCom, Teolis, Café informatique, mais aussi à d'autres acteurs étrangers.

## REPORTAGE

## Education

### L'ANPE sensibilise sur l'orientation scolaire et professionnelle au lycée Zanguéra

Mettre en avant les métiers porteurs et accompagner les élèves pour une meilleure insertion professionnelle ...

PAGE 11

**Prix: 40 000 F CFA**  
Samedi 18 Novembre 2023  
à 20H 00  
Hôtel SARA KAWA

**2023**  
grand chapitre

**26**  
ans

**Grand Chapitre des Compagnons du Beaujolais Devoir du Togo**

Samedi 18 Novembre 2023  
à 20H 00  
Hôtel SARA KAWA

**40 000**  
F CFA

	<b>SOMMAIRE</b>	<p>Togo <b>Le réseau électrique gagne du terrain</b></p>  <p><b>PP 6&amp;7</b></p>	<p>Vitamine C <b>Il est primordial d'en absorber régulièrement pour rester en bonne santé</b></p>  <p><b>P 10</b></p>	<p>Assurance maladie universelle <b>L'initiative du gouvernement ne laisse aucun Togolais de côté</b></p>  <p><b>P 11</b></p>
---	-----------------	---	---	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### Koutoati Essi : Le Pouvoir de l'Inclusion Financière dans la Préfecture des Lacs au Togo

**Préfecture des Lacs, Togo – Au cœur de la Préfecture des Lacs au Togo, dans le paisible village d'Alogavi, réside une histoire de détermination, de résilience et d'inclusion financière qui illustre le potentiel de l'autonomisation des femmes. KOUTOATI ESSI, une veuve exemplaire, incarne la force de la femme togolaise et a su transformer une tragédie en indépendance économique grâce au Produit Accès Des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). C'est le récit d'une épreuve surmontée et d'une émancipation que nous vous dévoilons dans ce numéro spécial d'Echos des Bénéficiaires.**

#### Un Destin Forgé par la Détermination : KOUTOATI ESSI et son Chemin vers l'Indépendance Économique

Née dans une famille de cultivateurs, KOUTOATI ESSI a rapidement quitté les bancs de l'école pour travailler aux côtés de ses parents dans une localité éloignée de la région Plateaux. "C'était la règle", confie-t-elle. "Les filles de notre défunt père n'avaient pas la chance d'aller loin à l'école, contrairement aux garçons." Cependant, elle a suivi une formation de couturière chez une tante à Lomé, où elle a rencontré son futur mari. Ils ont choisi de s'installer à Alogavi et se sont concentrés sur la culture de légumes dans leur petit jardin. Elle affirme : "Je ne dirais pas que c'était une vie facile, mais nous nous en sortions. Bien sûr, il y avait des défis, comme le retard de paiement d'un prêt qui nous a conduit en prison une fois en raison d'une mauvaise récolte et de difficultés d'arrosage." La vie de KOUTOATI ESSI a basculé après le décès de son mari. Se retrouvant seule pour subvenir aux besoins de leurs cinq enfants, elle n'avait d'autre choix que de poursuivre l'aventure du

jardinage en solitaire. En 2018, grâce à une amie de son église, elle a découvert le FNFI et ses produits. Voyant une opportunité, elle s'est engagée et a obtenu des crédits successifs grâce au Produit APSEF. Ces crédits lui ont permis d'acheter des pépinières et de l'engrais pour son petit jardin.

#### L'Impact Transformateur de l'APSEF : Comment les Crédits Successifs ont Fait Croître le Jardin d'Alogavi

Au fil des ans, son jardin verdoyant est devenu un modèle de réussite au sein de la communauté. Elle a diversifié ses cultures, cultivant désormais une variété de légumes, notamment des carottes, des betteraves, des oignons et bien d'autres. L'histoire de son jardin est intimement liée à l'amour qu'elle partageait avec son mari. Elle a refusé de baisser les bras, déterminée à poursuivre le travail qu'elle avait commencé avec lui. "La mort de mon mari a été un moment de grande tristesse pour moi, mais je savais que je devais continuer pour mes enfants. Grâce à l'APSEF, j'ai obtenu les fonds nécessaires pour développer



**Koutoati Essi**

mon activité agricole", raconte KOUTOATI ESSI. Cette assistance financière a été un véritable coup de pouce, lui permettant de développer son activité et d'assurer un meilleur avenir pour sa famille.

#### Inclusion Financière et Empowerment Féminin : KOUTOATI ESSI, Symbole d'Espoir pour sa Communauté

KOUTOATI ESSI n'est pas seulement une agricultrice prospère, mais aussi un modèle de détermination pour les femmes de sa communauté. "L'inclusion financière m'a donné la possibilité de réaliser mes rêves. Aujourd'hui, je peux

subvenir aux besoins de ma famille et offrir à mes enfants une éducation de qualité. Je souhaite que chaque femme dans notre communauté ait la chance de bénéficier de ces opportunités", confie-t-elle. Elle partage son expérience, notamment à l'église, et fait connaître le FNFI à la jeune génération.

Son histoire incarne la puissance de l'inclusion financière pour autonomiser les femmes et les aider à surmonter les défis de la vie. KOUTOATI ESSI est un exemple vivant de la résilience féminine et de la façon dont un petit coup de pouce financier peut

conduire à une transformation économique majeure.

Dans un monde où l'inclusion financière est synonyme d'espoir, KOUTOATI ESSI et son jardin d'Alogavi sont une source d'inspiration pour tous ceux qui croient en l'autonomie des femmes et en leur capacité à forger un avenir meilleur. Elle a encore des rêves, notamment celui d'avoir un espace beaucoup plus grand. "Tout ce qu'il y a ici est déjà réservé. Si j'avais plus d'espace, je pourrais faire encore mieux. Je sais que le FNFI peut encore m'aider à aller plus loin." a-t-elle déclaré pour conclure.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Édité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web :  
Carlos Amevor

Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
AMAH Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: TogoMatin  
Tirage: (2000 exemplaires)

« Procès Madjoulba »

## Épilogue d'un processus long et minutieux

**Le procès était très attendu, surtout son issue, avec une impatience brûlante au sein de l'opinion publique togolaise et internationale. Le verdict prononcé le 7 novembre 2023 restera dans les archives judiciaires du Togo comme le premier d'une juridiction militaire... Cinq militaires dont un général ont été condamnés à des peines de 5 à 20 ans de prison. Le général Félix Abalo Kadangha, ancien chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées togolaises (FAT) écope de la plus lourde charge.**



Commandant du 1er Bataillon d'intervention rapide (1er Bir), Toussaint Bitala Madjoulba a été retrouvé mort dans son bureau au matin du 4 mai 2020. Suite à ce meurtre, à tout l'émoi suscité et à l'onde de choc créée, plusieurs voix se sont élevées, au Togo et un peu partout dans le monde, pour demander que justice soit faite. Dans un contexte de questionnements multiples et de doutes, la manifestation de la vérité a été exigée.

Déclencheur de l'opérationnalisation de la justice militaire au Togo, cet assassinat a donné lieu à un

processus long et méthodique, mené avec transparence et équité. Les spécialistes reconnaissent qu'en effet, la justice togolaise, dans sa composition et sa forme au lendemain de l'assassinat du colonel Madjoulba, ne disposait pas de toutes les capacités pour pouvoir investiguer, instruire et aboutir à un procès juste et équitable pour l'ensemble des parties.

La volonté du gouvernement d'œuvrer en vue du triomphe de la vérité s'est fait remarquer assez tôt par la mise en place d'une Commission d'enquête judiciaire. Et pour aller plus,

« Le Togo a demandé dans le cadre de l'entraide pénale internationale, des expertises à la justice française », a expliqué le général de brigade Yark Damehame, alors ministre de la Sécurité et de la Protection civile, sur RFI.

La balle extraite du corps de la victime lors de l'autopsie a donc été envoyée en France. Des experts ghanéens sont également venus appuyer l'investigation sur ce meurtre survenu dans des circonstances troubles.

### Nombreuses interpellations

Pour poursuivre et approfondir les actions de cette commission d'enquête, une juridiction militaire s'est imposée, vu que les présumés coupables étaient pour l'essentiel des militaires. Dans un contexte d'absence de juridiction spécialisée au Togo, le gouvernement a donc dû s'employer à mettre en place légalement et matériellement le tribunal compétent pour juger les militaires inculpés dans cette affaire. Ainsi, le cadre normatif approprié a été créé par un long processus jalonné par l'adoption de plusieurs textes.

### Justice militaire en marche

Pour rappel, un premier texte sur la justice militaire a été adopté le 30 octobre 1981 mais non mis en œuvre. Dans le cadre de la réforme et de la modernisation de la justice

togolaise, le gouvernement a fait adopter en 2016, un nouveau texte sur la justice militaire.

Plus tard, le 27 décembre 2022, l'Assemblée nationale a délibéré et adopté le nouveau code de justice militaire portant modification de la loi n° 2016-008 du 21 avril 2016. Le tribunal militaire de Lomé désormais opérationnel, a officiellement lancé ses activités le lundi 09 octobre 2023, lors d'un atelier rassemblant les différents corps des forces armées togolaises et d'autres acteurs concernés.

Le 23 décembre 2022, un projet de loi portant statut des magistrats et auxiliaires des juridictions militaires a été adopté par le gouvernement. Il fixe le statut des personnels des juridictions militaires que sont les magistrats militaires, les greffiers et secrétaires de parquet militaires ainsi que des auxiliaires des juridictions militaires à savoir les appariteurs. Pour améliorer le texte déjà adopté, la loi 2023-001 du 09 janvier 2023 procède à la modification de la loi portant code de justice militaire votée en 2016. Les magistrats et greffiers appelés à exercer dans ces juridictions ont par la suite prêté serment. Huit magistrats ont donc été nommés par décret présidentiel le 24 avril 2023, pour siéger au tribunal militaire et à la Cour d'appel militaire nouvellement créés.

### Respect de la présomption d'innocence

Pour un procès juste et équitable, le gouvernement a mis en place tout l'arsenal juridique et administratif nécessaire. La présomption d'innocence et le principe du contradictoire sont des droits dont jouissent naturellement les prévenus. Assistés d'avocats, ces derniers jouissent de tous leurs droits devant la juridiction et ont donc pu donner publiquement et sans aucune pression ou contrainte, leur version des faits.

Suite à la sentence du tribunal militaire, le cadre légal permet aux prévenus ou au ministère public de faire appel près de la Cour d'appel militaire. Tout cet encadrement juridique permet de respecter le droit de chaque partie afin que justice soit faite.

Pour le Garde des sceaux, toutes les dispositions ont été prises pour que le droit soit dit. Les juridictions militaires « sont conçues pour être animées non seulement par les magistrats de l'ordre civil mais aussi par les magistrats purement militaires formés à cet effet », a précisé le Garde des sceaux, le 09 octobre 2023, lors de la présentation des membres de cette juridiction à la presse. Un coup d'essai salué par de nombreux observateurs de la vie politique et judiciaire du Togo.

TM

## Découpage électoral

### Jean-Pierre Fabre ignore-t-il les autres critères ?

**Le débat sur le découpage électoral est vieux au Togo. L'opposition, surtout celle incarnée par Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le ramène toujours à la veille des élections législatives et municipales.**

Le Togo aura plusieurs élections d'ici 2025 : les législatives, les locales ; et les municipales qui interviendront également au plus tard en 2026 pour renouveler les mandats des Conseillers municipaux. Il est normal que tous les partis politiques souhaitent que les règles du jeu soient équitables. Comme par le passé, et alors qu'elle a enfin décidé de ne plus boycotter d'élection au Togo, l'ANC revient sur cette affaire qui crée des discriminations entre les Togolais. « Vous ne pouvez pas aller à des élections et aboutir à des résultats scandaleux. Parce qu'en vérité, quand on regarde les chiffres qu'on a, le quotient de représentativité pour un député dans la région Maritime représente quoi ? 141 000 personnes ! Mais dans les Plateaux, un député représente simplement 65 000 personnes !

Cela veut dire quoi, en vérité ? L'homme des Plateaux est deux fois plus important en dignité ? Est-ce que c'est possible ? Non ! », a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse cette semaine à Lomé.

L'on se demande pourquoi Jean-Pierre Fabre, le leader de cette formation politique, refuse toujours de considérer les autres critères en jeu ? Il n'y a pas que le critère de démographie qui est pris en compte. En 2017, l'ancien ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires Payadowa Boukpepsi, a expliqué comment le découpage électoral est fait au Togo.

« Certains opposants ne sont pas d'accord sur les critères qui ont prévalu lors du découpage, estimant que seul celui du poids démographique aurait dû être pris en compte. Ce

n'est pas possible. Nous avons donc combiné les critères démographique, géographique, sociologique, territorial, etc..., en faisant en sorte qu'aucun ne prenne le pas sur l'autre. Dans la région Maritime, où les populations sont beaucoup plus concentrées, on a une commune pour 190 km<sup>2</sup>, dans celle des Plateaux, une pour 550 km<sup>2</sup>, dans la région Centrale, une pour 900 km<sup>2</sup> et dans celle de Kara, une pour 580 km<sup>2</sup>. Alors qu'à Lomé c'est une commune pour 5 km<sup>2</sup> », a-t-il expliqué dans le numéro 2969 (3 au 9 décembre 2023) de Jeune Afrique.

L'ancien ministre donnait ces détails dans le cadre des élections municipales. Mais, cela est valable aussi pour les élections législatives. En continuant à épiloguer sur le sujet, Jean-Pierre Fabre cherche juste à créer une polémique inutile. Et puis, cela contribue à diviser les Togolais. Si un parti politique veut avoir la majorité des sièges lors des futures élections, il n'a qu'à se préparer sur d'autres aspects, notamment en travaillant suffisamment sur le terrain, au lieu de perdre un précieux temps sur ces genres de questions.

La rédaction

## Assemblée nationale

### Le budget exercice 2024 de l'Institution voté

**L'Assemblée nationale a besoin de dotation financière, comme toute autre institution de l'Etat, pour exercer efficacement sa triptyque mission constitutionnelle de représentation, de vote et de contrôle de l'action du gouvernement. C'est dans ce contexte que la troisième séance plénière de la deuxième session ordinaire de l'année 2023, tenue ce jeudi 9 novembre 2023 à l'hémicycle, a été consacrée au vote du budget, exercice 2024 de la représentation nationale.**

Les travaux dirigés par Madame Yawa Djigbodi Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale se sont déroulés à huis clos, conformément aux dispositions de l'article 95 de la Constitution et 50 alinéa 2 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

Le vote de ce budget exercice 2024 s'est déroulé en présence de Christian Trimua, ministre Secrétaire général du gouvernement.

L'autonomie financière dont jouit l'Assemblée nationale lui permet donc d'établir son budget, instrument prévisionnel et fonctionnel, conformément à l'article 17-1 de son règlement intérieur et ensuite de le voter.

Le budget adopté sera intégré au budget général de l'Etat, exercice 2024.

## Burkina Faso/Les journalistes et défenseurs des droits réquisitionnés Une atteinte à la liberté d'expression ?

**Dans une démarche controversée, les autorités militaires burkinabè ont étendu leur pouvoir en réquisitionnant des citoyens pour renforcer leur lutte contre les groupes terroristes. Cependant, des voix s'élèvent, accusant le gouvernement de cibler délibérément les syndicats et les défenseurs des droits humains pour museler la dissidence.**

pour réduire au silence les critiques du pouvoir.

Le décret gouvernemental d'avril autorisant la réquisition civile dans la lutte antiterroriste a ouvert la voie à cette manœuvre. Selon les organisations concernées, cette disposition législative vise à éliminer toute contestation au nom de la défense

véritable intention derrière cette mobilisation.

Bien que certaines louanges aient salué cette "patriotique" annonce, des critiques fusent. Binta Sidibé Gascon, présidente de l'Observatoire Kisal, affirme que cela s'inscrit dans une campagne de propagande visant à punir les voix discordantes et à encourager l'autocensure. Yacouba Ladjji Bama, journaliste d'investigation, a également révélé être sur la liste. Sa mobilisation souligne la tendance à l'autocratie de la junte dirigée par le capitaine Traoré, déjà mise en lumière par une enquête antérieure de Bama dénonçant des dysfonctionnements graves au sein de l'armée.

Le Centre national de presse Norbert Zongo a exprimé son inquiétude, soulignant que c'est la première fois que des journalistes sont mobilisés, accusant le gouvernement de chercher à transformer toute la presse nationale en un organe de propagande.

Au-delà des journalistes, des membres d'organisations syndicales et de la société civile sont également visés par ces réquisitions, suscitant des préoccupations quant à une atteinte à la liberté d'expression et à la démocratie au Burkina Faso.

T.M.



Ibrahim Traoré

La transition politique au Burkina Faso, résultant des coups d'État de janvier et septembre 2022, se trouve aujourd'hui au cœur d'une guerre contre les groupes armés. Cependant, des organisations telles que Balai citoyen, le CISC, et l'ODJ dénoncent l'instrumentalisation de la question sécuritaire

nationale.

Une liste confidentielle, qui n'a pas encore été officiellement publiée, comprendrait une douzaine de noms, dont celui du journaliste de renom, Issaka Lingani. À 64 ans, Lingani a annoncé sa réquisition sur les ondes de BF1, déclenchant un débat sur la

## Bénin/Justice

### Rejet de la plainte de Léhady Soglo par la Cour africaine des droits de l'homme

**La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, basée à Abuja, a rejeté la plainte déposée par l'ancien maire de Cotonou, Léhady Soglo, contre l'État béninois. La décision rendue mardi 7 novembre par la juridiction d'Arusha juge irrecevable la requête de l'ancien édile, soulignant le non-épuisement des voies de recours nationales.**



Léhady Soglo

Léhady Soglo, ancien maire de la capitale économique du Bénin, avait déposé sa plainte le 25 mars 2021, contestant sa révocation de ses fonctions de maire et la procédure judiciaire engagée contre lui devant la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme.

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a fondé sa décision sur le fait que Soglo n'avait pas épuisé toutes les voies de recours devant les juridictions nationales. Les juges ont souligné la nécessité de respecter les procédures légales nationales avant de saisir la Cour africaine.

L'ancien maire avait plaidé la violation de ses droits,

citant les articles 4, 7, 13 et 26 de la charte, et avait demandé à la cour communautaire de le rétablir dans ses droits civils et civiques. Cependant, la Cour a rejeté la demande, mettant en avant le non-respect des procédures légales internes.

Cette décision constitue un revers juridique pour Léhady Soglo, qui voit sa plainte rejetée par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Le débat autour de sa révocation et des procédures judiciaires engagées contre lui devra désormais suivre son cours sur le plan national, conformément aux exigences de la juridiction africaine.

T.M.

## Guinée/Justice

### La capture de Claude Pivi mise à prix en Guinée

**Les autorités guinéennes ont annoncé mercredi une récompense de plus de 54 000 euros pour toute information conduisant à la capture de Claude Pivi, ancien haut responsable sous la dictature de Moussa Dadis Camara. Pivi a été libéré lors d'une opération commando à la prison centrale de Conakry, aux côtés de l'ex-président et de deux autres prisonniers jugés pour un massacre de 2009, provoquant la mort d'au moins neuf personnes selon le parquet général.**

L'ancien ministre, figure clé de la junte qui a dirigé la Guinée entre 2008 et 2009, est actuellement "activement recherché tant au niveau national qu'international", a déclaré le ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright. Une récompense de 500 millions de francs guinéens (54 100 euros) est offerte à toute personne facilitant son arrestation. Un numéro

vert a été mis en place, et des mesures de protection spéciales sont promises à la personne fournissant des informations cruciales.

Le capitaine Moussa Dadis Camara, ancien président, et les deux autres évadés ont été repris le jour même de l'évasion, mais Claude Pivi demeure en fuite. Le ministre de la Justice a ordonné aux procureurs



Claude Pivi

de faire "tout mettre en œuvre" pour retrouver Pivi, soulignant l'importance de

le ramener devant la justice.

Le procès en cours depuis

septembre 2022, impliquant Moussa Dadis Camara, Claude Pivi, et neuf autres anciens responsables, porte sur des accusations de meurtres, actes de torture, viols, et enlèvements commis en septembre 2009. Ces crimes ont été perpétrés par les forces de sécurité dans un stade de la banlieue de Conakry, où des milliers de sympathisants de l'opposition s'étaient rassemblés. La traque de Claude Pivi s'intensifie, soulignant l'engagement des autorités à le traduire en justice pour les atrocités commises sous la dictature.

T.M.

## Agoa

## Le Togo plaide pour une prorogation de 10 ans

A quelques mois de l'expiration de la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa), les pays bénéficiaires plaident pour une prorogation. Présente à Johannesburg en Afrique du Sud dans le cadre du 20e « Forum commercial et économique États-Unis-Afrique subsaharienne », du 02 au 04 novembre, la ministre en charge du Commerce, Kayi Mivedor-Sambiani, s'est engagée en faveur d'une reconduction.

le continent. L'autre sujet au cœur de ces assises, a été aussi la contribution de l'Agoa au déploiement de la Zlecaf.

Pour les ministres, « l'accès

a facilité l'attraction des investissements dans des programmes d'industrialisation, conduisant ainsi à la création de milliers d'emplois ». Ils ont donc

à bénéficier de l'Agoa. Ces Etats dont le Togo, sont exonérés du paiement des droits de douane sur pas moins de 6 500 produits industriels et agricoles. Les produits exportés par les pays bénéficiaires sont estimés à 10 milliards de dollars en 2022 aux Etats-Unis.

Loi offrant un accès préférentiel des produits d'exportation provenant d'Afrique au marché américain, le programme Agoa bénéficie aux producteurs togolais et africains.

Pays exportateur du beurre de karité, du cacao, du tapioca, de la farine de céréales et récemment des produits vestimentaires vers le marché américain, le Togo veut continuer de tirer parti de l'Agoa. En quête de nouveaux investisseurs, l'Agoa est donc une opportunité pour les investisseurs présents au Togo d'approvisionner le marché américain.

Loi promulguée en mai 2000 par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique sous la présidence Clinton, l'Agoa est un véritable atout pour les économies africaines.

**Edy Alley**



20e « Forum commercial et économique États-Unis-Afrique subsaharienne », du 02 au 04 novembre à Johannesburg en Afrique du Sud

« Une Agoa résiliente, durable et inclusive », c'est le thème de ce forum qui a réuni les ministres du Commerce des pays éligibles, les représentants de l'administration américaine, les opérateurs économiques et acteurs de la société civile.

Ce Forum a permis de partager les expériences d'utilisation de cette Loi d'exonération des droits de douane sur les produits africains exportés vers le marché américain. Il a aussi permis de renforcer les liens économiques existant entre les USA et

au marché américain sous l'Agoa a contribué au développement des petites et moyennes entreprises (PME) notamment celles dirigées par des femmes et des jeunes dans les secteurs du textile et de l'agroalimentaire. Cette opportunité de marché

unanimement appelé à une prorogation du mécanisme prévu pour s'achever en 2025.

Pour les partenaires américains, cette demande de prorogation sera traitée minutieusement ».

Ils sont 35 pays africains

## MCC 2024

## 14 indicateurs validés par le Togo

Après avoir coché 14 indicateurs, le Togo est désormais éligible au Programme Compact du Millenium Challenge Corporation (MCC). En maintenant ses efforts en vue de l'amélioration des politiques publiques, le Togo conforte sa position au même titre que l'an dernier avec une note de 14/20, selon les résultats de la carte des scores 2024. Ces résultats ont été publiés, ce mercredi 08 novembre à Lomé par la cellule nationale du MCC.

C'est une série d'indicateurs que les pays sont appelés à valider afin de bénéficier des Compacts. Sur 20 indicateurs, le Togo a validé 14.

Au rang de ces indicateurs, le pays a validé 7 sur 8 indicateurs dans le domaine de la "liberté économique". 5 sur 6 dans celui de "gouverner avec justice" et 2 sur 6 au niveau de "l'investissement dans le capital humain".

Les indicateurs liés à l'investissement dans le capital humain est

l'indicateur sur lequel le Togo a moins brillé.

Selon la carte des scores, les indicateurs au rouge sont les suivants : les "Droits politiques", avec un score de 15, contre un minimum requis de 17, le "Taux d'immunisation", avec un score de 76,5, contre un médiane de 76,5, la "Politique fiscale" avec un score de -6,7 contre une médiane de -4,1, les "Dépenses de santé", avec un score de 1,24 contre une médiane de 1.36, la "Protection des ressources naturelles", avec un score de 41,1 contre une médiane

de 41,5 et la "Santé infantile", avec un score de 54,1 contre une médiane de 59,6.

Pour le coordonnateur du

remarque qu'il y en a qui sont juste sur ou en dessous de la ligne médiane. Il suffit donc d'un petit effort

République.

La Millennium Challenge Corporation est une agence



MCA-Togo, Stanislas Baba, le Togo reste toujours éligible au Threshold et à la Compact.

« Lorsqu'on analyse de près les scores sur les 6 indicateurs manquants, on

pour les faire passer du rouge au vert », a expliqué Bèguèdouwè Paneto, le secrétaire général du ministère de la Planification du développement et de la Coopération, rattaché à la présidence de la

bilatérale d'aide étrangère des États-Unis créée par le Congrès américain en 2004. Sa mission est de réduire la pauvreté par le biais de la croissance économique.

**Edy Alley**

## Togo

# Le réseau électrique gagne du terrain

**L'énergie électrique change l'humanité parce qu'elle est indispensable à tout ce qui fait la vie quotidienne comme s'éclairer, se nourrir, se chauffer, se laver, se soigner, communiquer, se déplacer, s'instruire, innover, etc. Au Togo, la nécessité d'améliorer l'accès de ces ménages à l'énergie électrique existe et le pays s'active pour gagner son pari.**

population urbaine sera élevé.

Le Perel favorise donc une connexion des ménages de la ville de Lomé au réseau électrique. Au rang des résultats du

des places publiques, des institutions gouvernementales, etc.

## Avancées dans le secteur, une école des techniciens de l'énergie verte

Il existe au Togo une série de projets et réformes qui garantissent l'éclairage domestique et public aux citoyens. Même dans les localités reculées, l'électricité n'est plus un luxe que les habitants ne peuvent pas s'offrir.

Selon la GIZ, le taux d'électrification national a augmenté de façon considérable au cours des dernières années. Il est passé de 23 % en 2010 à 60 % en 2021.

Un réseau électrique rural a été inauguré dans le village de Koto-Copé en août 2023. Le joyau abrité à 17 km au sud de la localité d'Atakpamé comprend un réseau de 20 mètres en moyenne tension, un transformateur MT/BT de 50 kVA, 700 mètres de réseau basse tension et 15 lampadaires pour l'éclairage public. Il y a également le fonds Tinga qui rend facile l'accès des ménages ruraux aux services d'électrification.

En avril 2023, après une année de mise en service, Tinga revendiquait déjà 100 000 bénéficiaires dans les régions des Savanes et de la Kara. La centrale Kékéli Efficient Power mise en marche en 2021 et la centrale solaire Cheikh Mohammed Bin Zayed de plus de 5 000 plaques solaires à Blitta ont également apporté leur contribution. Ajoutées à une autre sise à Assoukoko, toujours à Blitta. Cette dernière a déjà permis de raccorder plus de 500 ménages, de novembre 2017 à juin 2022.

Le secteur togolais de l'énergie (surtout verte) est en pleine expansion. À Adidogomé, un Institut de formation en alternance pour le développement (Ifad) des énergies renouvelables pousse. En mars 2023, le chantier était réalisé à 72 %. La structure, financée à environ 2 milliards de francs, devrait avoir une capacité d'accueil de plus de 300 élèves par promotion. Ils seront formés pour un bac professionnel spécialisé en énergies renouvelables (solaire, photovoltaïque, éolien et bioénergie).



Hautes tensions d'énergie électrique

Sur les plus de 8 millions d'habitants au Togo selon le dernier recensement, la population urbaine représente 3,4 millions, soit l'équivalent de 42,9 % de la population. Les centres urbains sont encore appelés des centres-villes. Ce sont des zones centrales au sein d'une ville ou d'une agglomération généralement caractérisées par une densité de population élevée, une concentration des activités économiques, commerciales et culturelles, ainsi que des infrastructures plus développées. Ce qui a amené le Togo à mettre sur pied le Projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains (Perecut). Il s'élève à 46,65 milliards de francs CFA.

### Éclairer davantage les milieux urbains

Le Perecut a pour objectif de contribuer au rehaussement de la couverture électrique et

de l'accès des populations à un service électrique continu qui soit de bonne qualité et durable, en particulier dans les villes secondaires du pays. L'idée est également de faire monter le taux d'accès aux services publics de l'électricité ; renforcer la capacité de gestion du patrimoine de la CEET, etc. Les officiels prévoient à terme l'extension et la réhabilitation du réseau de distribution dans 53 villes. Outre les nombreux mécanismes qui peuvent être cités, il y a le Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (Perel) qui fait son chemin. Son coût s'élève à 31,3 milliards de francs. À travers le Perel, le pays bénéficie d'une production d'énergie supplémentaire nécessaire pour satisfaire la demande croissante de l'électricité dans les ménages et dans le tissu économique. Grâce à ce projet, le taux d'accès à l'électricité progresse dans la capitale et le niveau de vie de la

projet, il y a la mise en place d'une nouvelle télé conduite ; la construction de ligne aérienne et d'un réseau souterrain MT ; la construction de



Plaques solaires d'énergie verte

réseau basse tension (BT) autoporté et basse tension souterrain... Il développe Lomé le noyau historique du pays qui abrite des bâtiments emblématiques, des quartiers historiques,

Tout ménage éligible bénéficie d'un raccordement moyennant un montant de 1000 francs seulement. Le reste du coût est échelonné sur une période allant jusqu'à 10 ans.

### Centrale hydroélectrique de Nangbéto, plus qu'un plus

Le pays ambitionne d'assurer à tous un accès universel à l'énergie et à l'éclairage public.



Centrale hydroélectrique de Nangbéto

À l'horizon 2030, les objectifs fixés sont grandioses. Le nombre de programmes déjà mis en œuvre et les projets à venir qui vont s'échelonner sur la durée, feront bondir davantage le taux d'électrification national et combattront l'obscurité partout.

Construit il y a environ 4 décennies, le barrage de Nangbéto sur le fleuve Mono (région des Plateaux) est actif dans la fourniture de l'énergie hydroélectrique au Togo. Mais aussi dans la création des pêcheries et dans la fourniture d'eau pour l'irrigation. Sur place, le barrage permet de stocker une très grande quantité d'eau, permettant à la centrale hydroélectrique de produire de l'électricité même en période de basses eaux.

Le secteur de l'énergie développé à coup de milliards connaît une amélioration souhaitée, en l'occurrence grâce à l'ouvrage de Nangbéto. Les pouvoirs publics ont lancé la réhabilitation de cette centrale hydroélectrique. Le projet a un coût global de 12,5 milliards de francs CFA. L'initiative permettra d'assurer un fonctionnement efficient de la structure durant une période de 30 ans. Cela fera accroître les capacités de production d'électricité sur le territoire.

Le projet est destiné selon les autorités à accroître l'efficacité des ouvrages ; renforcer la disponibilité et la fiabilité

des équipements ; augmenter la capacité de l'aménagement ; mettre en œuvre le plan d'urgence en cas de rupture accidentelle des eaux. Le turbo-alternateur est l'accouplement d'une turbine et d'un alternateur en vue de transformer la puissance mécanique d'un fluide en mouvement en électricité. À terme, grâce au projet susmentionné, le turbo-alternateur de la centrale de Nangbéto sera réhabilité. Par ailleurs, le système de sécurité des accès et de télécommunications va être rénové, sans oublier la nouvelle station de potabilisation qui sera opérationnelle. La station d'épuration des cités et le système de traitement des eaux usées de l'usine seront également rénovés.

L'activité de la pêche fait vivre plusieurs habitants. Avec 6 pisciculteurs et près de 2 000 pêcheurs, le lac Nangbéto est l'un des principaux pourvoyeurs du secteur halieutique au Togo. La pêche, sur l'étendue du territoire, emploie plus de 22 000 personnes.

#### Éclairage public : ces projets qui font la différence

L'éclairage public désigne l'ensemble des moyens d'éclairage mis en œuvre dans les espaces publics, dans les villes ou les communautés rurales, très généralement en bordures des voiries et places. Il est nécessaire pour la sécurité et le confort des habitants,

ce qui motive assez le Togo à faire de son usage une priorité. Le développement durable

changé de dimension, l'urbanisation galopante et les échanges que cela implique, les besoins d'une extension des éclairages sont devenus indispensables. Cela pour rendre les espaces urbains sûrs et modernes.

#### De l'énergie à travers les centrales, installation de lampadaires solaires

Le Togo est actif dans cette initiative. Un projet d'acquisition et d'installation de 50 000 lampadaires solaires en œuvre permettra de déployer ce nombre de lampadaires pour fournir un éclairage public qualitatif à 12 000 localités rurales sur une période d'au moins 12 ans. D'un coût de 26,2 milliards

photovoltaïque de Blitta qui peut être cité. Une partie de ses missions consiste à assurer l'éclairage public. Selon les officiels, le coût du projet en cours est de 11,8 milliards de francs. Il va aider le pays à atteindre un taux d'électrification de 75 % d'ici 2025 et de 100 % à l'horizon 2030. Dans les détails, il s'agit d'une nouvelle extension qui a la charge de faire monter la capacité énergétique de la centrale de 20 mégawatts (MW), la faisant passer de 50 à 70 MW.

C'est dans l'optique de désenclaver la région septentrionale. La construction de la ligne de transport haute



Énergie et environnement

ne saurait être résilient et impactant sans la fourniture des services énergétiques fiables, durables, modernes et à un coût abordable à tous les habitants du territoire, comme le préconise l'ODD numéro 7.

Avec l'activité économique qui a

de francs CFA, le projet fera augmenter la sécurité des populations rurales et transfrontalières. Les pouvoirs publics procèdent donc à la promotion de l'électricité verte protectrice de l'environnement.

Il y a le renforcement de la centrale solaire

tension 161 KV sur Kara-Mango-Dapaong et postes associés est un projet de 31,2 milliards de francs CFA. Le projet renforcera de façon durable la demande et la fourniture d'énergie électrique dans les localités des régions concernées.

**Attipoe Edem Kodjo**

**ACHETEZ & LISEZ désormais**



SUR  
**MONKIOSK.com**

ou

sur le portail  
**Lome.com**

[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com)

[www.alome.com](http://www.alome.com)

## Blagues

Socrate dit :

Quand j'étais jeune je n'aimais pas me lever tôt, et ma mère détestait ce comportement de ma part car elle rêvait de me voir un jour comme un riche marchand.

Et un jour ma mère est allée avec moi chez le professeur..et se sont mis d'accord qu'il me donne une leçon !

Il me recitait les avantages de se lever tôt.

• Professeur : Socrate, je vais te raconter une belle histoire, et tu me diras qu'est-ce que tu en as bénéficié, d'accord ?

Socrate : D'accord

• Le professeur : Il y avait deux oiseaux, dont l'un se réveillait tôt et mangeait des insectes et nourrissait ses petits, et le second se réveillait tard et ne trouvait rien à manger... Qu'as-tu retiré de l'histoire, Socrate ?!

• Socrate :

Les insectes qui se réveillent tôt sont mangés par les oiseaux !

Scandale à l'église ce dimanche !

Témoignage de menstruation à l'église.

Ce dimanche, pendant le culte, une fille teint clair de 16 ans se leva et dit : "Louez l'Éternel".

Toute l'Assemblée à crié de joie: Alléluia !

Elle poursuit en disant: "Depuis l'âge de 14 ans j'ai vécu des périodes menstruelles très douloureuses mais maintenant avec une série de prière et retraite avec le frère Paul dans sa chambre, mes menstrues ont cessé depuis plus de 3 mois maintenant. Plus de douleur, plus de règle. Vous pouvez même voir que je suis devenue plus grosse et plus jolie. C'est maintenant je profite encore de cette occasion pour lui redemander s'il peut encore m'aider à prier sérieusement pour le petit problème de vomissements, de fatigue, des crachats. Louez l'Éternel. L'église entière était silencieuse

Tous les regards se sont dirigés vers le frère Paul .

Le pauvre frère Paul s'est évanoui .

Nous venons d'apprendre qu'il s'est réveillé.

## Pensée du jour

Beaucoup de gens ne voient pas la valeur de leur existence parcequ'ils ne savent pas faire la différence entre les choses... Certains sont nés avant toi et ils sont déjà partis d'autres sont nés après toi mais ils sont déjà partis..alors pourquoi dois tu donc convoiter la place de l'autre alors que tu n'es même pas sa silhouette?? Si tu sais faire la différence entre les choses, à chaque réveil, tu auras toujours la pensée sur ta raison d'être. Ce n'est pas de penser à comment tu vas faire pour dépasser l'autre, ta vie n'est pas une compétition ou de penser à comment tu vas faire pour être comme l'autre, tu n'es pas venu pour être comme quelqu'un. Chacun avec son destin.

## Photo du jour



Légendez en commentez la photo ci-dessus!

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

## BIBLIOTHEQUES

**BIBLIOTHEQUE NATIONAL:** Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

**CENTRE CULTUREL LOYOLA** Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

**INSTITU FRANÇAIS DE LOME:** Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

## LIBRAIRIE

**GRAIN DE PENSEE:** 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

**LIBRAIRIE BON PASTEUR:** Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

**LIBRAIRIE BONNE SEMENCE:** Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

**LIBRAIRIE STAR:** Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

## ESPACES CULTURELS

**CENTRE BRIN DE CHOCOLAT:** Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

**CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN;** Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

**CENTRE CULTUREL: LOYOLA;** Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

**CENTRE ODAYE:** Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

## MANNEQUINAT &amp; HÔTESSE

**ALLURE MODE AGENCE;** Tel: 99 22 04 62

**CHALLENGE AGENCE;** Tel: 92 27 91 66

## SALLE DE CINEMA

**HARMONIE SIGNATURE:** Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

**CANAL OLYMPIA:** Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

**CINEMA GREENFIELD:** Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

## AGENCE DE COMMUNICATION

**AG Partners:** Sise à Cassablanca  
www.couleurafrique.com

**Larry Event Day (LED)**

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration  
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

**CONCORDE:** (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

**RAMCO:** (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

**LE CHAMPION SUPER MARCHÉ:** (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

**MARCHE ABATTOIR:** (Juste en face du Super Marche Le Champion)

**MARCHE DE GOYI SCORE:** (Juste en face du Super Marché RAMCO)

**PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA:** (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

**AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919**

**COURS DE CAPOEIRA :** Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

**COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;**

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

**COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;**

Tél 90 30 38 75

**CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;**

Tél : 90 15 39 87

**SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86**

## AVIATION

**AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)**

Tél : 22 40 04 99

## COURRIER EXPRESS

**DHL** (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli ) Tél: 22 21 68 51

**EMS TOGO** (Tél: 22 26 70 51)

**FEDEX** (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

**TOP CHRONO** (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

**SDV EXPRESS** (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

**MOOV** :Tél. 22 20 13 20

**TOGO CELLULAIRE** : Tél. 22 22 66 11

**TOGO TELECOM** : Tél. 22 21 47 14

## SANTE GENERALISTES

**DR CORINNE JOULIN-KARKA** ; Tél: 22 23 46 77

**CLINIQUE BIASA**; Tél: 22 21 11 37

**CLINIQUE SAINT-RAPHAËL**; Tél: 22 25 92 77

**CHU TOKOIN**; Tél: 22 21 25 01

**CHU CAMPUS**; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

**HORLOGE PARLANTE**; Tél: 116

**CLINIQUE UNIDIAL** spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

**RESTAURANT LE TABLIER** (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

**HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

**HÔTEL BALKAN** (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

**LE MERLOT** (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

**Le NAUTILUS-FITNESS** : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»  
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

**BODYBUILDING-CLUB** (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

**GYM CENTER** (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

**GYM FIL «O»PARC** (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

**GYM GHIS PALACE** (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70



GRANDE MURAILLE  
DISTRIBUTION



茅台集团

Nous souhaitons à tous une Bonne et Heureuse  
Année du Lapin.

— KWEICHOW MOUTAI —

DISPONIBLE DANS LES BARS, RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS  
IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE N°5 . BOULEVARD DU MONO

+228 7034 0292  MOUTAI TOGO & BÉNIN

[www.GMDISTRIBUTIONS.COM](http://www.GMDISTRIBUTIONS.COM)



## Education

## L'ANPE sensibilise sur l'orientation scolaire et professionnelle au lycée Zanguéra

**Mettre en avant les métiers porteurs et accompagner les élèves pour une meilleure insertion professionnelle, c'est l'objectif de cette troisième édition de la campagne de sensibilisation sur l'orientation scolaire et professionnelle. Organisée par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) en collaboration avec le Centre national d'information, d'orientation scolaire et professionnelle (CNIOSP), cette campagne a permis d'entretenir ce mercredi 08 novembre, environ 2000 élèves du lycée Sanguéra.**

Pour la troisième édition de la campagne de sensibilisation sur l'orientation scolaire et professionnelle, l'ambition de l'Agence nationale pour l'emploi est grande. Markoni Makoni Salifou, chargé d'orientation scolaire et professionnelle à l'ANPE estime le nombre d'élèves à sensibiliser à plus de 100.000. Sont concernés, les élèves des classes de quatrième, troisième, première et terminale.

« Nous allons sensibiliser près de 100.000 élèves. Nous organisons cette séance d'information collective pour donner les informations nécessaires à la jeunesse. Donner les informations qu'il faut aux conseillers

d'orientation pour qu'ils puissent aider les élèves à opérer des choix judicieux, responsables et autonomes. Aujourd'hui, on parle des métiers porteurs. Pour ce faire, il faudrait donner des informations à l'apprenant pour qu'il puisse anticiper et faire un bon choix en vue d'une meilleure insertion professionnelle ».

Selon le directeur général du CNIOSP, Edjam Kossi, c'est une bonne synergie d'action entre son institution et l'ANPE qui favorise la réussite de cette campagne. « Les collègues sont mobilisés avec le corps professoral pour entretenir les élèves sur l'orientation professionnelle notamment le choix des filières, l'insertion

professionnelle et apprécier leur rendement à l'école. Car c'est grâce à une bonne performance scolaire que l'orientation devient plus facile ».

Précisément, il s'agit d'entretenir les élèves sur « comment bien choisir

cette journée dont les séances d'entretiens individuels. Pour Markoni Makoni Salifou, « en dehors de la sensibilisation, les élèves seront reçus en atelier d'information. Ils sont pris en petit groupe de 20 où nous faisons passer des outils scientifiques pour leur

donner des informations à l'apprenant pour qu'il puisse anticiper sur les éventuels manquements afin de faire un bon choix pour une meilleure insertion professionnelle », ajouté Markoni Makoni Salifou. Cette sensibilisation sur l'orientation scolaire et



Sensibilisation sur l'orientation scolaire et professionnelle au lycée Zanguéra, ce 8 novembre 2024

sa filière ou une série. Que l'élève en s'orientant puisse se jauger afin de faire le choix d'une filière conforme à ses performances. Il doit avoir un projet pour aller dans une série ou dans une filière. Car on ne décide de faire une filière pour le plaisir d'y aller. Le diplôme est bien important pour couronner son parcours, mais il faut avoir un diplôme qui puisse permettre de s'insérer sur le marché de l'emploi », a indiqué Edjam Kossi.

Une palette d'activités ameubl

permettre de se connaître et de se découvrir. Cette démarche leur permettra un meilleur choix. Aussi avec l'appui du conseiller pédagogique, les élèves auront toutes les orientations nécessaires pour qu'ils puissent opérer un choix éclairé ».

Les enjeux liés au sous-emploi justifient cette action de l'ANPE qui vise à permettre aux élèves de s'orienter vers les métiers porteurs. « Aujourd'hui on parle des métiers porteurs. Ce qui nécessite qu'il faudrait

professionnelle se déroule du 8 au 15 novembre simultanément dans les collèges et lycées des régions Maritime, Plateaux, Centrale et Savanes. Elle est financée et pilotée par l'Agence nationale pour l'emploi.

Etablissement public chargé de l'emploi, l'ANPE joue une mission d'intermédiation sur le marché du travail, œuvre à accompagner les jeunes dans leur transition entre l'école et la vie professionnelle.

Edy Alley

## Assurance maladie universelle

### L'initiative du gouvernement ne laisse aucun Togolais de côté

**Le gouvernement togolais est décidé à offrir une assurance santé à toutes les couches sociales du pays. L'Assurance maladie universelle (AMU) est en effet l'un des plus grands projets qu'il conduit en ce sens. De l'Institut national d'assurance maladie (Inam) à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) en passant par la construction, la réhabilitation et l'équipement des centres de santé, une kyrielle d'initiatives a été instruite par le chef de l'Etat afin de ne laisser aucun Togolais de côté.**

Lancé le 1er mars 2012, l'Inam est le fer de lance de l'ambitieux projet d'offrir une assurance santé à tous les Togolais. Le projet a commencé avec les fonctionnaires d'Etat et s'étend peu à peu à d'autres secteurs socio-professionnels dont les artisans.

Il y a quelques mois, lors de la célébration du dixième anniversaire de l'Inam, les responsables de l'Institut ont dévoilé que le nombre de bénéficiaires a évolué très rapidement de 209 243 en 2012 à 426 866 en 2022.

Le nombre de prestations prises en charge ou remboursées par l'Inam est en forte progression, ce qui prouve que les assurés font de plus en plus recours à l'assurance maladie pour se faire soigner. De la consultation à l'hospitalisation



en passant par les actes de biologie ou d'imagerie et surtout des médicaments, la consommation des prestations n'a cessé d'augmenter.

Les consultations ont presque triplé entre 2012 et 2022. Elles sont passées de 136 847 en 2012 à 405 319 en 2021. Le volume

de médicaments remboursés qui était de 547 175 en 2012 a connu une augmentation au fil des années pour atteindre en 2021, un volume qui représente six (06) fois celui de 2012. La moyenne annuelle des analyses biologiques sur

de l'assurance maladie universelle. Ce projet entre en vigueur à partir du 1er janvier 2024.

de l'assurance maladie universelle. Ce projet entre en vigueur à partir du 1er janvier 2024.

Intégrée comme une branche au régime de sécurité sociale actuellement géré par la CNSS, l'assurance maladie universelle va prendre en compte les travailleurs du secteur privé, les titulaires de pensions de retraite du secteur privé, les ministres de cultes, les travailleurs indépendants, les travailleurs de l'économie informelle et des secteurs agricoles.

#### Les infrastructures ne sont pas du reste

En 2022, plusieurs projets notables ont été lancés et sont en train d'être actuellement mis en œuvre. Dans le cadre du projet Services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle (SSEQCU), il est ainsi prévu la construction de 200 structures de soins de santé primaires, la réhabilitation de 300 autres, et l'équipement de 500 centres de soins de santé primaires. Ceci, en plus des initiatives déjà en

cours comme la vaccination et la prise en charge des femmes enceintes (programme Wezou) et des écoliers (School Assur).

#### Tous les secteurs mis à contribution

Le mardi 7 novembre à Lomé, des membres de l'exécutif ont rencontré les acteurs de la santé, constitués notamment des représentants des ordres, des associations de paramédicaux, et des syndicats.

A cette rencontre, les ministres en charge de la Santé, de l'Accès universel aux soins, de l'Action sociale, et la directrice de l'Institut national d'assurance maladie, ont présenté le schéma de la mise en œuvre du projet et sollicité l'implication du corps médical, qui est un acteur important du processus.

Selon le ministère chargé de l'Accès universel aux soins, l'objectif n'est pas seulement de fournir une couverture maladie universelle, mais aussi de garantir des soins de qualité.

R. Zakari



**CORIS MONEY**  
Simple et cool !

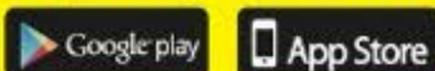
# PAYEZ VOS FRAIS UNIVERSITAIRES VIA CORIS MONEY

LA **SOLUTION**  
DE **PAIEMENT**  
**MOBILE**



ONY Conseil

Disponible gratuitement sur



**CENTRE D'APPEL : 8283**

# SIMPLE & COOL

par  **CORIS BANK**